

## BUDGET, DÉFICIT, COMPLÉMENTAIRES



# NOTRE BUDGET, LE 100% SÉCUCU!

### ZOOM

USA. La boule de démolition de Trump

Page 3

### INTERNATIONAL

Grèce. Les mobilisations pour l'environnement, question clé

Page 4

### ARGUMENTS

Le géant chinois, prisonnier du chaos capitaliste

Page 5

### CHAMP LIBRE

Entretien avec Alain Bobbio, président de l'Addeva 93 (Association de défense des victimes de l'amiante)

Page 8

## Édito

### Bayrou et Retailleau, la course accélérée de la bourgeoisie vers le fascisme

Par ALEX BACHMAN

Les déclarations de Bayrou sur LCI lundi 27 janvier, dignes d'un quelconque chroniqueur de CNews, marquent une étape : « Dès l'instant où vous avez le sentiment d'une submersion, de ne plus reconnaître votre pays, [...] c'est dans cette zone qu'on se trouve [...] »

Le « coming out » raciste d'un politicien bourgeois de centre droit en dit long sur le processus d'extrême droitisation accélérée. Il faut dire que Bayrou a dans ses bagages le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui vient de tenir aux préfets un discours hallucinant sur les « quatre cercles de feu » qui menaceraient la France : « L'immigration non maîtrisée », le « narcobanditisme », la « délinquance du quotidien » et « l'islamisme ». Dans la pensée rance de Retailleau les quatre « cercles » sont bien sûr liés les uns aux autres.

Ce n'est pas une surprise que Retailleau soit un raciste islamophobe : il avait exprimé sa volonté d'étendre le « champ de la laïcité » aux sorties scolaires et aux compétitions sportives, sans parler de l'interdiction du voile à l'université. S'il est amusant de voir un catholique intégriste comme lui, ardent défenseur des crèches dans les mairies, parler de laïcité, cela démontre une fois de plus le dévoilement de ce concept en instrument de répression raciste et de division de notre classe.

Ancien cavalier bénévole au Puy du Fou, fervent soutien de la Manif pour Tous, celui qui n'a pas hésité à supprimer des subventions à des associations LGBT lorsqu'il présidait la Région Pays-de-la-Loire a plus d'une corde à son arc. Il vient de remplacer, le 23 janvier, la circulaire Valls, qui était déjà un concentré d'injustice, afin de durcir les conditions de régularisation pour les sans-papiers (7 ans de présence contre 5 ou 3 ans de façon exceptionnelle). Le tout en « saluant le combat » du collectif faussement féministe mais réellement fasciste Némésis. Et avant de s'emparer du triste meurtre d'Elias pour pour réclamer une réforme de la justice des mineurs. Il est temps de stopper Retailleau et ses semblables et leurs rêves de croisades moisiées. Pour cela il faut construire une riposte unitaire et une alternative politique, c'est ce à quoi nous allons employer nos forces dans la période qui vient, avec toutes celles et ceux qui le voudront.

### Bien dit

Trump méconnaît notre force de résistance. On a survécu à des décennies d'oppression, à un génocide. On ne quittera jamais notre terre. Ils peuvent la rendre inhabitable, nous ne partirons pas. J'en suis la preuve.

SHAHER YOUSEF ABU ODEH, habitant de Gaza, cité par *le Monde*, le 27 janvier 2025.

## À la Une

# DÉFICIT, HAUSSE DU CHÔMAGE, COMPLÉMENTAIRES SANTÉ Notre budget, c'est le 100% Sécu

Les commentateurs ont cru un temps Bayrou sous la coupe du PS — ce qui changeait de Barnier sous la coupe du RN. Non sans inquiétude pour les macronistes qui trouvent le prix de la stabilité politique presque exorbitant...

Pierre Cazeneuve, député Renaissance des Hauts-de-Seine, taquin, ne disait-il pas, dans *le Monde* : « Un accord avec les socialistes, ça coûte toujours un peu d'argent ». Il est vrai qu'à l'heure des économies nécessaires, les quelques concessions de Bayrou, comme la non-suppression des 4 000 postes dans l'Éducation nationale ou la rallonge sur l'Ondam (Objectif national de dépenses de l'Assurance maladie) porté à +3,3% contre +2,8% précédemment, ont fait transpirer éluEs et ministres. Bayrou est apparu grand prince à peu de frais en balayant les propositions de taxation des pensions de retraite au-dessus de 2000 euros et les 7 heures de travail gratuites.

### Le budget de la Sécurité sociale

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale examine ces jours-ci le budget de la sécurité sociale avant qu'il ne passe à partir du 3 février devant les députéEs. Barnier prévoyait un « trou » de la Sécu de 16 milliards d'euros en 2025 quand le gouvernement Bayrou vise un déficit d'environ 23 milliards d'euros. Rien n'est simple, car les recettes de la Sécurité sociale (santé, travail et famille) dépendent largement de l'emploi. Même s'il est question de revoir à la baisse les exonérations de cotisations patronales, il n'est pas à l'ordre du jour de changer la « politique de l'offre » en vigueur depuis sept ans — c'est-à-dire les cadeaux aux riches, que ce soit sous forme de déductions d'impôts ou d'exonérations de cotisations sociales (deux budgets bien différents) — supposée « ruisseler »...

### Un ruissellement de chômage

En guise de ruissellement, le dérèglement climatique nous apporte régulièrement son lot

d'inondations et de dévastation, mais pour le reste... il s'agit plutôt d'un fiasco. Borne, Attal et Le Maire avaient manifestement surestimé le taux de croissance et donc les recettes en 2023 et 2024. Or aujourd'hui, non seulement le taux de croissance est de 0,9%, mais surtout la hausse du nombre de demandeurEs d'emploi est la plus élevée depuis dix ans au quatrième trimestre 2024 (+3,9%). Et quand le chômage monte, les cotisations sociales baissent, donc le déficit de la Sécu augmente. Preuve s'il en était besoin que la politique de l'offre n'a pas d'effet.

Et les inégalités continuent de s'aggraver. Alors que le taux de chômage avoisine les 7,5% de la population active, l'indemnisation chute de -0,6%. « Ne sont indemnisés que 40,6% des inscrits à France Travail! », dénonce la

CGT. C'est une des conséquences des réformes catastrophiques de l'assurance chômage. La hausse du chômage chez les moins de 25 ans est de +8,5% au dernier trimestre alors même que l'État dépense 24 milliards d'euros en cadeaux aux entreprises. Et elles ne sont pas près d'y renoncer...

### Côté santé

Même combat, quand le chômage monte, il y a moins de cotisations sociales pour notre « sécu », laquelle reste très efficace en matière de soins et le serait encore plus si l'ensemble du secteur était moins financiarisé... *L'UFC-Que Choisir* pointe dans une étude du 28 janvier que les frais de gestion des complémentaires santé sont particulièrement élevés, de l'ordre de 20 euros pour 100 euros de cotisations, alors qu'ils atteignent

à peine 4 euros pour la Sécurité sociale. Efficace, on vous dit ! En matière de santé publique, le 100% Sécu permettrait l'accès aux soins de toutes et tous. Mais évidemment, un tel service n'est pas au goût des capitalistes. Depuis 2018, les complémentaires santé ont d'ailleurs augmenté leur tarif de 40%, tout en baissant la part de leur remboursement, s'indigne *l'UFC-Que Choisir*... Démanteler la sécu pour l'offrir au marché ! Un vieux rêve.

Alors, motion de censure ou pas, stabilité ou pas... le compte n'y est pas. L'austérité ne sera certainement pas pour les grandes fortunes qui n'ont fait que s'enrichir sous Macron. Les hôpitaux, l'école et les services publics continueront de faire avec des bouts de ficelle.

Bayrou s'est mis sous la coupe de Retailleau, lequel n'a rien à envier à Ciotti et Le Pen. Ce qu'il risque de perdre côté PS, Bayrou veut le regagner côté RN. À ce jeu, il pourrait tout perdre. Tout ça pour continuer la politique de la bourgeoisie « de l'offre ».

Il est temps que tous ensemble, travailleurEs et chômeurEs, jeunes et moins jeunes, immigréEs ou pas, nous leur rappelions la limite et que nous imposions nos propres règles pour produire écologiquement, utilement et gagner la justice sociale. Il est temps que la société tout entière définisse des règles et dans l'intérêt général sur le modèle du 100% Sécu. Seul le monde du travail, uni et conscient de ses intérêts, peut le faire...

Fabienne Dolez

### À lire sur le site



Aux États-Unis, la résistance a commencé discrètement, par Dan La Botz

### COUPE BUDGÉTAIRE SUR L'ÉCOLOGIE



## Acturama



### RIPOSTE FÉMINISTE ANTIFASCISTE

Dimanche 26 janvier, à l'appel notamment de Nous Toutes 13-14, la CNT, du NPA-l'Anticapitaliste, une manifestation féministe contre le fascisme a réuni plus d'un millier de personnes dans les rues de Paris. L'occasion de montrer que le mouvement social n'est pas abattu, combat Macron et l'extrême droite, pas seulement dans l'Hémicycle, mais également dans la rue. Un point d'appui dans cette sinistre période!

© PHOTOTHÈQUE ROUGE/HANS LUCAS/MARTIN NODA

# PALESTINE À Gaza et en Cisjordanie, le cessez-le-feu n'arrête pas la machine coloniale d'Israël

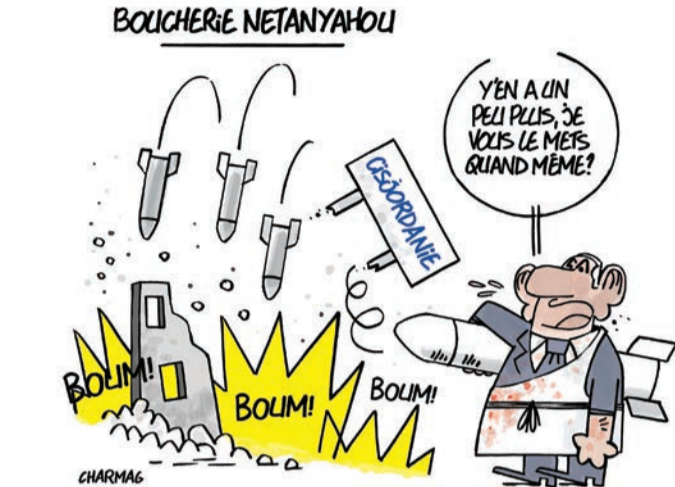
Dimanche 19 janvier 2025, le début du cessez-le-feu à Gaza et de la libération de prisonnierEs entrainé en vigueur. Dans un cadre bien fragile, 1967 prisonnierEs politiques palestinienEs, provenant de partout en Palestine, devraient être libéréEs.

LibéréEs mais pour être arrêtéEs à nouveau pour certainEs, comme c'est souvent le cas. Depuis 1967 selon l'ONU, 800 000 PalestiniENEs ont séjourné dans les geôles israéliennes. Lors de la première phase, ce sont surtout 69 femmes et 21 enfants qui ont été libéréEs. Quant aux prisonnierEs libéréEs pendant la deuxième phase, 70 sont condamnéEs à la déportation et à l'exil!

Pour les médias mainstream, il y a d'un côté, les « otages » israéliens dont il est beaucoup question et de l'autre les prisonnierEs palestinienEs traitéEs de « terroristes ». Ils ne connaissent pas vraiment le terme « prisonnierEs politiques » ou « enfants emprisonnés ». Rien non plus sur les conditions de détention : emprisonnéEs souvent sans procès, par décision administrative, otages d'une pratique héritée du colonialisme britannique et perpétuée par le colonialisme israélien, maltraitéEs, torturéEs, tuéEs ou mortéEs en prison, parfois.

## Israël continue en Cisjordanie

L'hypocrisie et le cynisme d'Israël et de ses alliés n'ont pas de limites.



En même temps que l'État sioniste signe le cessez-le-feu pour Gaza, il déploie encore plus son armée en Cisjordanie. Dans les territoires occupés, les PalestiniENEs subissent, à un rythme intensifié, la violence de colons fascistes accompagnée par la répression et la brutalité de l'armée israélienne. Les échos que nous avons de journalistes sont terrifiants. Quant à nos amiEs en Cisjordanie, elles et ils nous parlent de la peur qui règne mais nous demandent aussi de poursuivre nos actions de solidarité. Des centaines de nouveaux checkpoints sont installés dans

les entrées de villes, de villages et de camps de réfugiéEs. Ils ferment tous les accès et font de la Cisjordanie une souricière. Les arrestations de PalestiniENEs, de tous âges, sont devenues massives. Jénine, un des bastions de la résistance palestinienne, est attaqué : bombardements, destructions de routes et infrastructures, démolitions de logements, déplacements forcés et massacres des habitantEs. Trump a supprimé les sanctions financières contre les colons les plus virulents en Cisjordanie et demande à l'Égypte et à la Jordanie d'accueillir les GazaouiEs.

## Le droit d'Israël de bafouer le droit international

L'heure est grave. Si Israël, avec l'aide active des États-Unis, la complicité des pays occidentaux et de certains pays arabes, poursuit son projet d'annexion de ce qui reste comme territoires palestiniens, après le génocide à Gaza, une nouvelle Nakba encore plus dramatique se prépare.

Cette situation va encore être traitée par les médias mainstream, le gouvernement et l'Europe comme le perpétuel « droit » d'Israël de se défendre en toute impunité, c'est-à-dire comme un État colonial d'apartheid qui bafoue le droit international et les résolutions de l'ONU. Et passe outre les décisions de la CPI ou de la CIJ.

Seule la résistance palestinienne, avec la solidarité internationale, peut stopper Israël et les États-Unis. Continuons à nous mobiliser et à mettre la pression sur les gouvernements, amplifions la campagne de boycott d'Israël, de ses produits et des entreprises complices. Amplifions la solidarité avec le peuple palestinien pour son droit à la résistance, pour son droit à rester ou à retourner sur sa terre, pour son droit à la vie, à la liberté et à la justice. Amplifions la solidarité pour que cessent les massacres, le génocide, l'occupation, la colonisation.

Théo

## No comment

Ce texte ouvre une nouvelle page de l'agriculture française, une page qui permet de voir l'avenir en étant plus objectif, plus rationnel

LAURENT DUPLOMB (LR), l'un des auteurs de la proposition de loi écocide visant à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur », adoptée au Sénat à 233 voix contre 109 dans la nuit du 27 janvier et qui réintroduit de façon exceptionnelle et dérogoratoire les néonicotinoïdes nocives pour les pollinisateurs.

## Agenda

**Lundi 10 février, Centre d'études marxistes « Internationalisme contre campisme » avec Yoletty Bracho et Franck Gaudichaud, Montreuil (93).** À 19h, 2, rue Richard-Lenoir à Montreuil, métro Robespierre (Ligne 9).

**Projections du film documentaire Rouge, la couleur qui annonce le journal :**

**Vendredi 31 janvier, en présence d'Olivier Besancenot, Carmaux (81).** À 19h au Ciné Clap, 3, avenue Jean-Jaurès.

**Lundi 17 février en présence d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou, Bordeaux (33).** À 20h15 au cinéma Utopia, 5, place Camille-Jullian à Bordeaux. Tarif unique 5 euros : <https://www.cinemas-utopia.org/bordeaux/>

**Judi 20 février, Bressols (82).** À 19h au cinéma La Muse, Route de Lavour à Bressols.



# USA La boule de démolition de Trump

Au cours de sa première semaine de mandat, le président Donald Trump a lancé une boule de démolition qui a brisé des institutions, enfreint des lois et semé la pagaille. L'effet est vertigineux.

Pour commencer, Trump a utilisé la grâce présidentielle pour libérer plus de 1550 personnes impliquées dans l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021, renversant ainsi les décisions du ministère de la Justice et des tribunaux fédéraux. Parmi les personnes libérées figurent deux leaders d'extrême droite, Enrique Tario des Proud Boys et Stewart Rhodes des Oath Keepers, tous deux condamnés pour sédition à des peines de 22 et 18 ans de prison. Ils sont désormais libres d'organiser leurs mouvements fascistes.

## Efficacité et suppression des lois contre la discrimination

Trump veut un contrôle total du gouvernement et agit en ce sens. Il a licencié une vingtaine d'inspecteurs généraux indépendants chargés de promouvoir l'économie et l'efficacité et de prévenir les gaspillages, les fraudes et les abus. Dans le même temps, il a créé un ministère de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) dirigé par le milliardaire Elon Musk, afin de moderniser la technologie et de maximiser l'efficacité du gouvernement. Divers groupes de surveillance et syndicats ont intenté une action en justice pour stopper le DOGE.

Trump a également supprimé tous les postes du gouvernement fédéral qui travaillaient sur les programmes de diversité, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité (DEIA) destinés à garantir l'équité en matière d'emploi pour tous, quels que soient le genre, la race ou le handicap. Il a qualifié ces programmes de « radicaux et inutiles ». Trump a abrogé le décret 11246, promulgué par le président Lyndon Johnson en 1965 pour mettre fin à la discrimination dans les marchés publics. Il a également annoncé que le gouvernement fédéral ne reconnaissait que deux genres, l'homme et la femme, et que les mois de l'histoire des Noirs et des femmes ne seraient plus célébrés.

## Contre les immigréEs, la santé et les fonctionnaires fédéraux

Trump a déclaré une « urgence nationale » à la frontière sud et a envoyé des troupes américaines sur place pour stopper ce qu'il appelle « l'invasion d'immigrants ». Il a fermé l'application utilisée pour prendre des rendez-vous en matière d'asile et a annulé 30 000 rendez-vous prévus. Le président a également révoqué la liberté conditionnelle humanitaire temporaire pour 30 000 réfugiéEs du Nicaragua, du Venezuela, de Cuba, d'Haïti et d'Ukraine qui vivent et travaillent aux États-Unis. Les centaines de milliers d'immigréEs originaires de nombreux autres pays qui bénéficient d'un statut de protection temporaire, un autre programme accordant un droit de séjour temporaire, sont eux aussi en proie à la peur. La police de l'immigration peut désormais cibler les hôpitaux, les écoles et les églises, ce qui était auparavant interdit. Trump a tenté de mettre fin à la citoyenneté de naissance par décret, mais un tribunal fédéral l'en a empêché en déclarant que son action était inconstitutionnelle.

Le président a ordonné une pause sans précédent de 10 jours de toutes les activités des agences de santé et de services sociaux telles que les Centers for Disease Control et les National Institutes of Health, interrompant toutes les communications externes ainsi que les publications scientifiques et les conférences. Enfin, Trump a retiré les États-Unis de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Le conseiller à la sécurité nationale du président Trump, Mike Walz, a demandé à 160 assistants employés au Conseil de sécurité nationale de rentrer chez eux et de ne rien faire jusqu'à ce que la nouvelle administration décide de leur avenir. Vingt fonctionnaires du ministère de la Justice ont également été réaffectés. Trump a reclassé des milliers d'employéEs fédéraux dans la catégorie « Schedule F », ce qui permet

SITÔT ÉLU, TRUMP SIGNE UNE MONTAGNE DE DÉCRETS



de les licencier plus facilement, et il pourrait retirer la protection de la fonction publique à l'ensemble des 2,5 millions d'employéEs fédéraux.

## Champ libre aux compagnies pétrolières

Tenant sa promesse « Drill baby drill », Trump a déclaré une « urgence énergétique nationale », même si les États-Unis produisent plus de pétrole que n'importe quel autre pays. Il ouvre davantage de terres aux compagnies pétrolières pour le forage et la fracturation, même si les lois des États et des municipalités peuvent encore réglementer la production de pétrole. Il annule également toutes les réglementations fédérales visant à prévenir le changement climatique.

En matière de politique étrangère, Trump a changé le nom du golfe du Mexique en golfe d'Amérique, et affirme vouloir reprendre le contrôle du canal de Panama et faire passer le Groenland du statut de pays danois à celui de possession américaine, et il est prêt à envisager le recours à la force militaire pour y parvenir. L'avalanche de décrets et d'actions a eu raison de ses adversaires. Pour l'instant. **Dan La Botz, traduction par la rédaction**

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

## l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :** [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :** 2269-3696

**Commission paritaire :** 1225-C-93922

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :** 1800 exemplaires

**Directrice de publication :** Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

**Maquette :** Ambre Bragard

**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)



## AFRIQUE DE L'OUEST

# Niger: pour la libération de Moussa Tchangari

Voilà près de deux mois que Moussa Tchangari a été arrêté, suscitant de nombreuses protestations.

Mis au secret pendant 48 heures, Moussa Tchangari, secrétaire général de l'ONG Alternative Espace Citoyenne (AEC), a été transféré au « service central de lutte contre le terrorisme » sous les inculpations d'« atteinte à la sûreté de l'État », « association de malfaiteurs en lien avec le terrorisme » et « apologie du terrorisme ».



DR

### Au service du peuple

Le doyen des juges d'instruction lui a notifié deux nouvelles charges, celle « d'intelligence avec des puissances ennemies » et celle « d'atteinte à la défense nationale ». Il a été déplacé à la prison de Filingué à 180 km de la capitale Niamey.

Amnesty International qualifie à juste titre Moussa « d'éminent leader de la société civile ». Dans les années 1980, il a été un des dirigeants de l'Union des Scolaires nigériens et s'est battu pour l'obtention des droits démocratiques. Il a été un des responsables de la Coalition contre la vie chère en 2005, organisant des manifestations de plus de 100 000 personnes. Il a milité sans répit pour la défense de la souveraineté du Niger alors que les pouvoirs successifs bradaient l'exploitation des mines d'uranium à la multinationale française AREVA (anciennement COGEMA) devenue ORANO. Plusieurs fois, il a connu la prison, comme en 2015 quand il était déjà accusé « d'atteinte à la défense nationale ». Une confirmation que les dictatures se suivent et se ressemblent.

### Répression et démagogie

Quelques semaines après le coup d'État mené par le général de la garde présidentielle Abdourahmane Tiani en juillet 2023, Moussa Tchangari prévenait des risques que le pays encourait : « Le devoir de tous ceux et celles qui se soucient du devenir du Sahel n'est donc pas seulement, dans ces conditions, de s'opposer à la prise du pouvoir par la force et aux dérives autoritaires que l'on observe déjà ; mais aussi, de rejeter fermement la prétention des militaires à faire aboutir l'option du "tout-sécuritaire" qui a échoué avec les pouvoirs civils. »

Aucun discours différent du pouvoir n'est accepté : les journalistes sont emprisonnés, les opposantEs sont déchuEs de leur nationalité. Quant à l'ancien président, il reste arbitrairement enfermé depuis le coup de force il y a 18 mois.

De nombreux appels pour la libération du secrétaire de l'AEC ont été publiés. Parmi les signatures, on retrouve les organisations de défense des droits humains, des universitaires, des militantEs altermondialistes et des organisations africaines anti-impérialistes comme le parti malien Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), lui aussi victime de la répression des putschistes. Pendant que Tchangari menait son long combat pour la défense des droits humains et la souveraineté du Niger, Tiani lui, servait les dictatures en place avec la docilité requise lui permettant d'évoluer de soldat de deuxième classe au grade de général, avant de se découvrir à point nommé une fibre nationaliste et panafricaniste... idéale pour justifier son coup d'État.

Paul Martial

## GRÈCE Les mobilisations pour l'environnement, question clé

La Grèce est l'un des pires exemples européens en matière de politique de l'environnement. Les dommages les plus connus sont les feux, mais la politique industrielle et énergétique récente, en particulier avec Mitsotakis Premier ministre, est une catastrophe, aussi sur le plan démocratique.

Les immenses incendies annuels ne donnent lieu qu'à peu de programmes préventifs. Au contraire, la droite a refusé de prolonger les contrats de 5 000 pompiers vacataires. Comme si les mois d'hiver n'étaient pas utiles pour former à l'étude et à la lutte contre les mégafeux, alors que cet été les flammes ont atteint la proche banlieue athénienne. Même chose pour les inondations : alors qu'en 2023, la région de Thessalie a été ravagée, avec 17 morts et des conséquences durables frappant cette région agricole, le gouvernement se contente de rendre responsable le changement climatique, sans réflexion d'ensemble ou mesures d'urgence.

### Industries polluantes sans filtre

Dans le domaine industriel, tout est fait pour imposer de dangereuses installations d'extraction. L'exemple le plus connu est celui des mines d'or de Skouries, dans le nord, où malgré la résistance de la population, la société Ellinikos Chryssos peut continuer ses activités, après de violentes répressions passées, la manipulation des mineurs par la direction et un procès récent contre un site



WIKIMEDIA COMMONS

d'information. Aujourd'hui, c'est au nord de l'île de Chios que le gouvernement tente d'imposer un projet de mine d'antimoine, matière très dangereuse pour la santé et dont la poussière risque de couvrir toute l'île avec les fréquents vents du Nord.

### Voltaïque et éoliennes, miroir aux alouettes

En Grèce, partout sont implantés parcs voltaïques et éoliennes. Cela correspond à un projet dont l'objectif prétendu est « que l'électricité verte atteigne 80% de la production totale », au lieu des actuels 30%<sup>1</sup>. Mais derrière cet objectif vertueux, c'est un catastrophique projet capitaliste que Mitsotakis

veut imposer : « Nous espérons qu'à moyen terme, la Grèce deviendra un exportateur d'énergie verte. » On est en plein dans cette offensive, avec désormais pour le voltaïque, des projets de parcs flottants, comme dans le golfe Ambracique, classé parc national et Natura 2000 : face au projet, les pêcheurs s'allient aux organisations écolos et aux scientifiques pour organiser la résistance.

### Organiser la résistance

La résistance est bien plus étendue pour s'opposer aux éoliennes : sans exagération, on peut dire que toutes les montagnes sont menacées (70 éoliennes de 200 mètres sont prévues sur les montagnes

## IRAN Avis de tempête sur la République islamique



DR

Le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » a profondément ébranlé les fondements de la République islamique. Les défaites sur le plan régional, avec notamment l'affaiblissement du Hezbollah libanais et la chute du dictateur Assad, ont fragilisé davantage le régime de Téhéran. Avec la crise sociale et économique dans laquelle s'enfoncé le pays, la survie même de la République islamique se pose.

et l'impérialisme américain d'attaquer l'Iran. Dans le même temps, elle a déployé dans les rues les bassidjis afin de créer un climat de peur. Un message clair envoyé à celles et ceux qui défient en permanence le pouvoir. Mais ces gesticulations ne mettent pas un terme aux mobilisations, aux actes de désobéissance civile, de résistance collective ou individuelle. Ainsi, l'assassinat en plein jour de deux juges de la Cour suprême le 18 janvier témoigne de la fragilité du pouvoir. Connus pour leurs procès expéditifs contre des opposantEs et directement responsables de l'exécution de nombreux prisonnierEs politiques, personne ne pleurera la mort des juges Razini et Moghisseh.

### En finir avec la République islamique

À chaque fois que la mollaharchie craint pour sa survie, sa violence à l'égard de ses opposants se fait plus féroce. Ainsi, en 2024, la République islamique a assassiné plus de 900 détenuEs. Et depuis l'automne 2024, le pouvoir a même accéléré la cadence avec plus de 3 détenuEs exécutés par jour. Les Kurdes et les Baloutches sont les premières victimes démontrant ainsi le racisme systémique de la mollaharchie.

51 détenuEs d'opinion répertoriés attendent dans les couloirs de la mort. Des campagnes

contre la peine de mort sont organisées de l'intérieur même des prisons avant de s'étendre à l'extérieur du pays.

C'est le cas notamment pour Varisheh Moradi et Pakhshan Azizi, deux militantes kurdes, pour lesquelles divers appels et pétitions circulent<sup>1</sup>. Une journée de grève générale fortement suivie a été déclenchée au Kurdistan le mercredi 22 janvier pour dénoncer leur condamnation.

Contre le régime capitaliste et obscurantiste des mollahs qui donne de nombreux signes de faiblesse, il est important de développer ici et maintenant le soutien à celles et ceux qui luttent pour la justice sociale, la démocratie, l'égalité homme-femme, la défense des minorités nationales et religieuses. Il est plus que temps d'en finir avec la République islamique. Pour cela, la jeunesse, les femmes, les travailleurEs et les peuples d'Iran ont besoin de la solidarité internationale. La chute de la mollaharchie par une victoire populaire et sans ingérences impérialistes serait un formidable encouragement pour l'ensemble des peuples de la région et du monde.

### Babak Kia

1 - <https://www.acatfrance.fr/actions/iran-la-militante-varisheh-moradi-condamnee-a-mort/> et <https://amnistie.ca/participer/2024/iran/agissez-contre-la-condamnation-mort-de-pakhshan-azizi>

# LE GÉANT CHINOIS, PRISONNIER DU CHAOS CAPITALISTE

Le régime chinois n'a jamais été aussi opaque qu'aujourd'hui. Nous vivons un moment d'incertitude, ne sachant pas encore comment Donald Trump va abattre ses cartes concernant la Chine. Entre crise climatique et démondialisation chaotique, nous vivons des temps sans précédent. Tentons néanmoins un décryptage, sans chercher à lever les points d'interrogation, avec **Pierre Rousset**.

## Crise et particularité du capitalisme chinois

Selon les chiffres officiels publiés le 17 janvier, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine aurait crû de 5% en 2024 et l'objectif assigné par Xi Jinping aurait été atteint, comme (presque ?) toujours.

En décembre pourtant, des économistes chinois « de poids » avaient émis de sérieux doutes à ce sujet, dont Gao Shanwen qui estimait la croissance à environ 2% seulement — avant de se voir sévèrement sanctionné. En fait, depuis la crise du Covid-19, les mesures de relance n'ont pas permis le rétablissement de la consommation. Le pays traverse une crise de surproduction. Le décalage entre une faible demande intérieure et une hausse marquée des exportations s'accroît encore.

### Mutation capitaliste grippée

Deuxième puissance économique mondiale, la Chine est devenue une composante

majeure de l'ordre capitaliste international, mais sa formation sociale reste très complexe, marquée par une histoire spécifique. Comme le soulignent mon ami Au Loong-yu ou Romaric Godin dans *Mediapart* du 24 septembre, il faut prendre en compte les caractéristiques propres du capitalisme chinois pour comprendre comment le pays est aujourd'hui confronté à des impasses qui sont celles des pays occidentaux avancés (surcapacité industrielle, épuisement de la financiarisation, limites de la croissance technologique pour reprendre les termes de Godin), alors qu'elle n'a pas achevé sa mutation, engagée par Deng Xiaoping après l'écrasement



DR

du mouvement ouvrier, étudiant et populaire en 1986. L'achèvement de cette mutation capitaliste est grippé par le poids à tous les échelons de l'appareil bureaucratique, par la corruption systémique et par les modifications du pouvoir introduites par Xi Jinping quand il a décidé de devenir

président à vie : marginalisation accrue des structures gouvernementales et fin de la collégialité dans les directions du PCC au profit de sa seule fraction. La collégialité constituait un gage de continuité et un garde-fou. La grande différence entre le processus de la pleine réintégration de

la Russie et de la Chine dans le marché mondial, c'est qu'à Pékin, il y avait un pilote efficace dans l'avion. Ce succès est avant tout celui des trois prédécesseurs de Xi, plutôt que celui de ce dernier.

### Dettes, corruption et marasme

L'éclatement de la « bulle immobilière », avec la faillite du géant Evergrande en 2021, illustre la place des liens, souvent familiaux, entre le public et le privé dans le système capitaliste chinois. Si cette crise a pris une telle ampleur, c'est qu'à chaque échelon il y a eu collusion entre bureaucrates au pouvoir et leurs proches dans le secteur privé pour multiplier les investissements, sources de profits légaux et illégaux. Ses conséquences sont profondes en raison du poids des dettes accumulées, mais aussi des conséquences sociales. Xi Jinping se refuse à déployer une politique de protection sociale. Pour préparer leur retraite et prévoir leurs dépenses de santé (payante), de nombreux

De nombreux Chinois modestes ont acheté sur plan des appartements qui n'ont jamais été construits ou se sont logés dans des villes restées largement fantômes

Chinois modestes ont acheté sur plan des appartements qui n'ont jamais été construits ou se sont logés dans des villes restées largement fantômes. Les parents craignent aujourd'hui que leurs enfants vivent plus mal qu'eux. Le chômage des jeunes est très élevé et les diplômés n'assurent plus l'accès à un emploi décent. La population s'appauvrit et doit épargner face à un avenir très incertain. Harold Thibault, dans un reportage du *Monde* publié le 9 janvier, décrit les commerces et restaurants désertés par les « déclassés de la consommation ». Xi Jinping exhorte la population à faire preuve de résilience avant que l'économie ne se redresse, mais les entreprises sont soumises à une concurrence féroce qui les amène à rogner sur tout. La volonté de pouvoir absolue rend paranoïaque. Xi Jinping incarne des hommes d'affaires, « discipline » la finance, purge de façon répétée l'appareil du parti, l'état-major de l'armée, les services secrets... La Chine reste un marché qui ne peut être ignoré, mais y investir est devenu un jeu risqué, plongeant dans la perplexité le capital international. On peut parler d'une véritable crise de régime aux soubresauts imprévisibles.

## Démondialisation de crise

La mondialisation heureuse (pour le Capital) appartient à un passé déjà lointain. La crise de la démondialisation lui a succédé, ouvrant un espace aux conflits géopolitiques entre États et à des replis protectionnistes partiels.

Cependant, on ne se libère pas facilement des interdépendances tissées par la formation d'un marché mondial unique et l'internationalisation des chaînes de production. Elles sont toujours vivaces, alors que d'autres enjeux s'invitent à l'attention des gouvernants, comme les guerres et le réchauffement climatique.

### Rapport de forces avec les USA

Les premiers signaux envoyés par Donald Trump sont ambivalents. Il a nommé à des postes clés de farouches opposants à Pékin, mais a suspendu l'interdiction de TikTok. Et que penser de la place de « président bis » que semble occuper Elon Musk, ce grand investisseur et soutien de Xi qui a proposé un plan de règlement de la question taïwanaise au profit de Pékin (l'homme le plus riche du monde s'accorde tous les droits d'ingérence) ? Xi Jinping doit avoir bien du mal à prévoir si un deal sera souhaitable et possible avec Trump — pour une fois on le comprend. Est-ce un signe si sa politique reste très prudente sur le front

Le bras de fer technologique et commercial pourrait aboutir à l'imposition au monde d'un duopole sino-étatsunien ou à des affrontements armés

des monnaies ? Les temps étaient mûrs pour renforcer le rôle international du yuan, il n'en profite pas pour l'heure. Le bras de fer technologique et commercial entre les deux puissances est engagé, il pourrait aboutir à l'imposition au monde d'un duopole sino-étatsunien ou, inversement, à des affrontements armés.

Les États-Unis restent dominants sur le plan militaire, ainsi que pour les semi-conducteurs de pointe. Ils exigent que le champion néerlandais des puces d'intelligence artificielle, Nvidia, renonce à livrer ses produits haut de gamme à la Chine. En dépit de subventions massives à la recherche, les entreprises chinoises semblent incapables de combler leur retard en ce domaine

crucial. Du coup, Pékin menace de bloquer l'exportation vers les États-Unis de plusieurs métaux essentiels à la production des semi-conducteurs (gallium, germanium...). Vous avez dit interdépendance ?

### Entre l'Europe de l'Ouest et Poutine

L'influence chinoise s'étend notablement de l'Afrique à l'Amérique latine, mais cela ne saurait remplacer les liens avec les pays capitalistes développés. Or, l'accès aux États-Unis devrait se restreindre. En conséquence, Xi Jinping pourrait se tourner vers l'Europe de l'Ouest, l'Australie, la Corée du Sud — mais il y a la guerre en Ukraine de son copain Poutine, allié à la Corée du Nord ! Est-ce le moment de sacrifier cette amitié indéfectible ? Difficile alors qu'avec le réchauffement climatique, les régions polaires s'ouvrent à l'exploitation et aux communications maritimes. Pékin n'est pas un pays riverain de l'Antarctique et a besoin de Moscou pour participer au grand jeu stratégique engagé dans cette région, à l'heure où Donald Trump veut prendre possession du Groenland ! Le sort du monde dépend pour une part de dirigeants comme Donald Trump et Xi Jinping, ce qui n'a rien de rassurant. Au chaos par en haut, opposons donc l'internationalisme par en bas.



WIKIMEDIA COMMONS

## ANTIRACISME En route pour la mobilisation du 22 mars contre le racisme et le fascisme!

Les 25 et 26 janvier a eu lieu à Paris le week-end d'assemblée de la Marche des Solidarités, avec la participation de plus de 200 personnes notamment membres de la coordination nationale des mineurEs isolésEs.

Venues d'une dizaine de villes (Rennes, Lille, Rouen, Grenoble, Clermont-Ferrand, Besançon, Saint-Brieuc, Marseille, Toulouse, Poitiers, Lyon, Montpellier), les militantEs se sont réuniEs dans une séance plénière sur la loi Darmanin et la circulaire Retailleau en posant la question : « Faut-il parler de racisme d'État ? Si oui, quelles sont les implications politiques pour imposer un rapport de forces ? »



### Santé, logement, papiers...

Ensuite, les collectifs de lutte ont animé des ateliers sur les thèmes « Papiers, régularisations » animé par les collectifs de sans-papiers, « Lutte des mineurEs isolésEs, coordination nationale des collectifs » animé par les jeunes du parc de Belleville, « Lutte pour un logement » animé par le collectif Combat Hébergement 93 et « Sur les luttes dans le secteur de la santé » animé par les jeunes du parc de Belleville. Une soirée festive a été organisée aux Amarres en soutien aux mineurEs isolésEs en lutte avec des concerts et des prises de parole.

Le dimanche a permis de faire un bilan des ateliers et de discuter des perspectives d'actions puis de faire un point sur la situation internationale et la progression du danger fasciste en Europe (quand il n'est pas déjà au pouvoir comme en Italie) avec l'intervention à distance de camarades d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

### Régularisation

Le week-end s'est achevé par la lecture d'un communiqué unitaire en préparation des mobilisations du samedi 22 mars contre le racisme et contre le fascisme. Le communiqué appelle notamment à développer et élargir la mobilisation, notamment dans la jeunesse, aux côtés des collectifs de mineurEs isolésEs en lutte, à organiser des occupations et aider à la création de nouveaux collectifs ; à construire la lutte au côté des collectifs de sans-papiers contre la loi Darmanin et la circulaire Retailleau ; préparer avec les collectifs, réseaux, syndicats, associations, foyers de travailleurs immigrés, lieux culturels et artistiques, les conditions d'une vague de luttes combinant tous les répertoires d'actions (grèves, occupations, luttes dans les écoles, hôpitaux, universités...) pour obtenir les régularisations collectives, l'hébergement inconditionnel des sans-abris et la reconnaissance des droits pour les mineurEs ; organiser des manifestations unitaires partout en France le 22 mars prochain. Le NPA-l'Anticapitaliste contribuera à construire la lutte pour la solidarité des sans-papiers et des mineurEs isolésEs ! Égales, égales, personne n'est illégale !

Le NPA-l'Anticapitaliste dénonce aussi les intimidations racistes de l'extrême droite, comme celle du parti fasciste Reconquête le samedi 25 janvier devant la Gaîté Lyrique, et renouvelle son soutien inconditionnel à la lutte du collectif des jeunes du parc de Belleville, occupant le lieu depuis le 10 décembre dernier.

CorrespondantEs

### À lire sur le site



**Bardella appelle à l'internationale fasciste en écho à Trump**, par LM et Manon Boltansky



**Les Hatier mobilisés!**

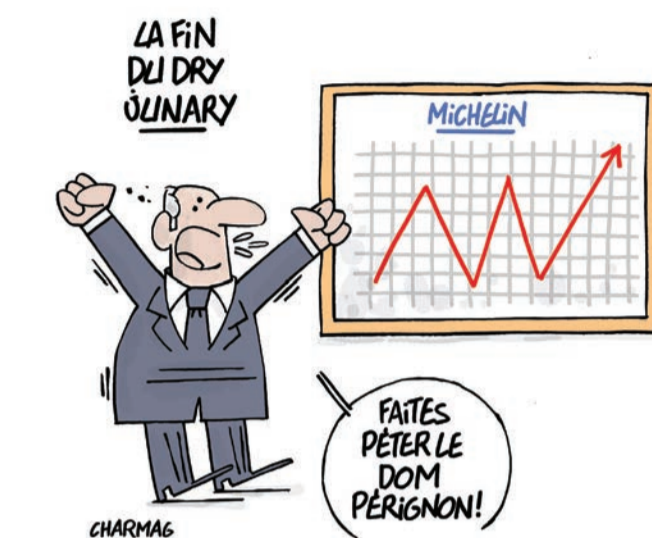
## LICENCIEMENTS Michelin, la lutte relancée à Cholet et Vannes!

Dans toutes les usines Michelin de France, l'ambiance est plombée et, pour la première fois, aucun syndicat — même la CGC — n'a accepté cette année de valider la proposition patronale lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) : seulement 1,25% d'augmentation générale (hors promotions), loin derrière le taux d'inflation.

C'est en invoquant la concurrence asiatique que le groupe justifie cyniquement son mépris des salariéEs, alors même que son taux de marge opérationnelle est de 12% à 13%, trois fois plus que ce qui est courant dans l'industrie, et qu'il a reversé en 2024 près de 75% de son résultat net aux actionnaires.

### Prime supralégale pas à la hauteur

À Cholet et à Vannes, les motifs de récrimination sont encore plus grands. La colère ne s'est pas éteinte après l'annonce brutale, début novembre, de la fermeture prochaine des deux usines. D'autant plus qu'au-delà du caractère injustifiable de ces fermetures, les perspectives de primes compensatoires mirifiques s'avèrent n'être que des leurres. L'amertume est trop grande : à Cholet, ce sont des familles entières qui ont vécu à travers l'usine depuis cinquante ans, directement ou comme sous-traitants : pères, mères, fils et filles, et les perspectives locales de réemploi sont des plus limitées. Aussi, le Comité de lutte et l'intersyndicale ne se résignent pas et continuent à lutter ou/et à négocier avec fermeté.



Mercredi 22 janvier, alors que l'usine emploie encore un petit millier de personnes, environ 350 salariéEs de l'usine Michelin ont manifesté dans le centre-ville de Cholet à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-SUD et du Comité de lutte. L'affluence, un matin de jour de semaine, n'était pas négligeable.

Si la lutte centrée spécifiquement contre la fermeture de l'usine a marqué le pas ces derniers temps, les salariéEs n'en continuent pas moins à revendiquer une prime de licenciement supralégale de 70 000 euros et 300 euros d'indemnités par mois d'ancienneté.

Or, ainsi que cela s'est confirmé ce même 22 janvier, ce que veut bien accorder la direction de Michelin n'est même pas au niveau de ce qu'elle avait accordé aux salariéEs de La Roche-sur-Yon lors de la fermeture de leur usine en 2020 !<sup>1</sup>

### En grève générale pour aller à Clermont le 4 février

C'est pourquoi, jeudi 23, la grève générale a été votée à 90% par l'Assemblée générale à Cholet. Et votée aussi à Vannes. Nul doute que si la manifestation choletaise de mercredi avait eu lieu ce jour-là, il y aurait eu beaucoup plus de monde dans la

ruie ! À Cholet, les camions n'ont pas été déchargés, la production a été stoppée et la grève reconduite. Outre les revendications sur les primes, l'AG du Comité de lutte a exigé l'arrêt des pressions sur les agents de production, la modification des horaires (le besoin de travailler en horaire d'équipe a déjà disparu), l'ajout d'une ou deux dates de négociations, le paiement des jours de grève. À Vannes, cinq camions Michelin ont été bloqués, et un vote a été organisé pour reconduire le mouvement le lundi 27. Une caisse de grève a également été mise en place par la CGT<sup>2</sup>. La lutte est donc bien relancée. Seule inquiétude : la solidité de l'intersyndicale. Jeudi 23, la CFDT vannetaise s'est désolidarisée du blocage, alors que la CGC — plus accommodante avec la direction — compte déjà pour 40% des voix et pourrait signer un accord défavorable. Les salariéEs de Cholet ont d'ores et déjà prévu de se rendre au siège du groupe à Clermont-Ferrand le mardi 4 février pour les prochaines négociations et de poursuivre leur mouvement d'ici là. Leur combat ne s'arrêtera pas de sitôt !

### Correspondants Cholet-Angers

1 — À l'époque, la prime supralégale fut de

40 000 euros, avec 500 euros par année

d'ancienneté et une prime liée à l'âge.

2 — <https://www.leetchi.com/fr/c/soutien-cgt-michelin-vannes-2719752>



NPA-L'ANTICAPITALISTE

## ÉCOLOGIE EPR, le « nouveau nucléaire » de Macron au pied du mur

Le 21 décembre, EDF annonçait « un évènement historique pour toute la filière nucléaire » : le réacteur EPR de Flamanville « produit ses premiers électrons sur le réseau électrique national ». Mais dans les faits, il consomme plus qu'il ne produit.

En début d'essais, avec des phases d'arrêt et de redémarrage, rien d'anormal. Mais les anomalies de fonctionnement s'enchaînent. À ce stade du programme, l'EPR devrait pouvoir atteindre 25% de sa puissance et non 3% comme c'est le cas... quand il fonctionne<sup>1</sup>. Car depuis le 24 janvier, il est à nouveau à l'arrêt au moins jusqu'au 2 février. Et même à l'arrêt, il pompe en continu autant d'électricité que 70 000 radiateurs de 1 000 W. Subissant le forçage de Macron pour le « nouveau nucléaire », EDF a mis en place le système ONE Fla3 pour « faciliter la transition vers l'exploitation ». Le personnel du site frôle le burn-out, pris en étau entre les injonctions de la hiérarchie et les difficultés techniques. Des vibrations dues à une mauvaise conception de la cuve (l'énorme cocotte-minute qui contient le cœur du réacteur) perturbent le fonctionnement. L'acier de la cuve étant par ailleurs défectueux, les ingénieurs doutent que l'EPR puisse fonctionner un jour à pleine puissance<sup>2</sup>. Pour rompre la loi du silence,



la CRIIRAD, organisme indépendant, a demandé des éclaircissements à l'Autorité de sûreté (ASNR)<sup>3</sup>.

### Fiasco industriel et banqueroute économique

La Cour des comptes<sup>4</sup> affirme que l'EPR sera déficitaire, avec un coût revu à la hausse : 23,7 milliards d'euros (7 fois le coût initial et 12 ans de retard). Quant aux trois paires de réacteurs EPR2 (à Penly, Gravelines et au Bugey), leur coût pourrait « dépasser les 100 milliards d'euros », soit 250 milliards au total pour les 14 EPR2 rêvés par Macron. Pour éviter la faillite d'EDF, sa branche nucléaire a été étatisée en juin 2023 ; ces projets fous ne peuvent qu'aggraver la politique d'austérité du gouvernement Bayrou.

Encore au stade de projet, la mise en service de la première paire d'EPR2 a été repoussée à 2044. Sans budget de l'État, EDF a différé les travaux préparatoires sur les trois sites. Dans le contexte de désindustrialisation du pays, la direction EDF est la première à douter de la viabilité des objectifs macronistes.

### Écosocialisme ou barbarie

Imposer à marche forcée une énergie dangereuse, qui plus est fiasco industriel, ne s'explique que par une politique entièrement au service du conglomérat nucléaro-industriel. Les groupes capitalistes de la filière se gavent de fonds publics au mépris des besoins réels de la population, en faisant fi de tout débat démocratique. Pétrolière à la Trump ou nucléaire à la Macron, leur politique énergétique correspond au modèle de société qu'ils défendent, prédatrice et inégalitaire. L'obsession de croissance sans fin du capitalisme nous conduit à une catastrophe sociale et écologique sans précédent. Le dogme extractiviste lié aux énergies fossiles ou fissiles doit céder la place au principe de sobriété-efficacité et aux énergies renouvelables. Se donner les moyens de lutte pour cette alternative écosocialiste sera au cœur des prochaines mobilisations, notamment Les Résistantes 2025, début août en Normandie.

### Commission nationale écologie

1 — Source RTE.

2 — L'Anticapitaliste n° 711, Blast-Info 15 janvier 2025.

3 — CRIIRAD 22 janvier 2025.

4 — Rapport du 14 janvier 2025.

# Culture

## PRESSE **Le combat indispensable de la revue +972 Magazine**

Magazine +972 : <https://www.972mag.com/>

Depuis une quinzaine d'années, la revue en ligne +972 (le code téléphonique international d'Israël) s'est donnée pour but « promouvoir un journalisme indépendant » associant « des journalistes israéliens et palestiniens engagés dans la lutte contre l'apartheid et pour la démocratie, l'égalité, la justice et la liberté de l'information et de la presse ».



Elle est publiée en anglais, avec un second site en hébreu, *Local Call*. Elle présente un suivi précieux de l'actualité israélo-palestinienne, des rapports d'enquête particulièrement fouillés, des analyses et commentaires. Informant à contre-courant de la propagande gouvernementale relayée par la majorité des médias, elle s'est d'autant plus attachée à maintenir la rigueur et la « *crédibilité journalistique* » de ses articles, gagnant de ce fait une véritable reconnaissance internationale. Ainsi, en 2024, +972 et *Local Call* ont reçu un titre honorifique décerné par la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et l'Université libre de Bruxelles (ULB) — à l'occasion de leur « *Difference Day* », qui marque la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai — pour la qualité du travail d'information réalisé dans des conditions dangereuses. Informer par temps de multiples guerres peut effectivement être dangereux. De même que *Haaretz*, +972 a réussi à maintenir des liens avec des correspondantEs à Gaza, documentant le génocide et les terribles conditions de survie dans lesquelles le régime israélien a plongé la population. Des correspondantEs qui peuvent devenir la cible des assassinats extrajudiciaires dont l'armée israélienne est coutumière — elle qui protège aussi en Cisjordanie les colons suprémacistes juifs. En Israël même, défendre les PalestinienNES provoque un ostracisme social et des menaces croissantes. Le prix reçu en Belgique à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse est bien mérité ! Comment maintenir vivante la solidarité judéo-arabe après les 7 et 8 octobre 2024 ? Cela n'avait rien d'évident, et +972 aborde de front cette question. Elle a réussi à traverser l'épreuve, en faisant du journalisme indépendant une raison impérative de cimenter ce lien solidaire. Elle reste ainsi pour nous une source irremplaçable d'information et de réflexion critique — à l'inverse de ce que serait une simple « contre-propagande ». Que les équipes éditoriales de +972 et de *Local Call* en soient remerciées.

Pierre Rousset

## ESSAI **Étincelles écosocialistes, de Michael Löwy**

Éditions d'Amsterdam, 2024, 218 pages, 18 euros.

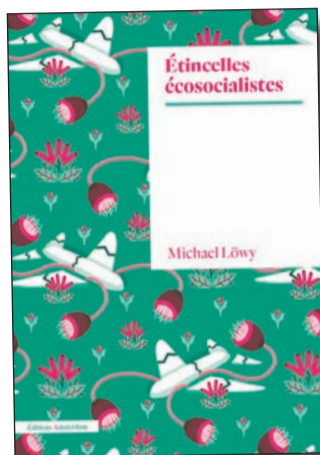
À qui penserait que l'écosocialisme n'est qu'un nouveau label pour une théorie actuelle, une réponse rapide à l'urgence écologique ou encore un succédané au communisme déprécié par la chute du Mur de Berlin et la fin des États soviétiques, ce livre apporte un démenti lumineux. Michael Löwy nous rappelle que crise écologique et capitalisme sont liés, ce qu'une partie des écologistes elleux-mêmes sous-estiment, car il serait possible, selon eux, de neutraliser les effets du système productif et extractiviste, sans rien changer. Or, et c'est la première pierre du raisonnement de Michael Löwy, il n'est pas possible de composer avec ce système capitaliste qui détruit pour produire.

### Les intérêts socialistes et écologiques sont liés

La première implication politique pour celles et ceux qui aspirent à changer la société, c'est qu'on ne peut opposer les droits et les aspirations de la classe ouvrière et l'environnement naturel. Pas plus qu'il n'est possible d'opposer le socialisme et l'écologie. Voire qu'il est plus que nécessaire de penser les deux d'un même mouvement, comme l'ont fait, par exemple, André Gorz et James O'Connor. La deuxième implication consiste pour les marxistes à remettre en cause leur conception des forces productives pour envisager une subversion complète de l'appareil productif. Impossible de miser sur un développement neutre du capitalisme.

### Répondre toutes et tous aux besoins de toutes et tous

La troisième implication politique tourne autour de l'éthique qui s'oppose au cynisme des mécanismes comptables du capital. Pour Michael Löwy, cette éthique ne peut pas être individuelle, elle est forcément sociale et forcément démocratique ; elle est autant ancrée dans le principe de responsabilité (Hans Jonas) que dans le principe d'espérance (Ernst Bloch). Ce qui nous conduit à la quatrième implication : la planification démocratique pour organiser l'économie de façon écologique puisque « l'écosocialisme a pour objet de fournir une alternative de civilisation radicale à ce que Marx appelait "le progrès destructif" du capitalisme ». Or, la planification envisagée ici n'a rien à voir avec celle des États bureaucratiques. Elle n'est d'ailleurs pas contradictoire avec l'autogestion des travailleurs. Elle s'appuie sur deux forces qui ne sont pas quantitatives (comme la décroissance l'est) mais qualitatives : l'expérience démocratique des mouvements



socials et la force politique de l'utopie. Ainsi, l'économie pourrait s'organiser pour répondre aux vrais besoins de toutes et tous. En conséquence, la publicité — véritable métalangage de la marchandise fétichisée — à la fois polluante et perverse pourrait être supprimée et libérerait du temps, de l'énergie et des forces intellectuelles. Löwy en vient à énoncer que l'écosocialisme est une « *utopie concrète* », non sans un détour par les premiers utopistes, en ce sens qu'elle n'oppose pas une « *image-souhait à un monde existant* », mais est tournée vers « une *praxis transformatrice* », qui notamment débarrasse l'héritage du socialisme du productivisme.

Un corpus de références et un manifeste

À travers ces réflexions, l'auteur met au jour les fondations de la théorie écosocialiste qui sont à la fois plus nombreuses et plus ramifiées qu'il n'y paraît. Ce n'est pas la moindre des vertus

du livre que de donner corps à un concept, à une théorie en nommant les penseurs et en convoquant les textes écrits il y a des décennies, parfois plus d'un siècle, qui prennent tout leur sens à l'aune de la situation actuelle. De Marx à Karl Polanyi ou Max Weber, de Hans Jonas à Ernst Bloch, le livre, à partir de ce corpus, peut fonder une cohérence pour l'action. C'est ainsi que Michael Löwy, après une mise en perspective des apports et des limites des précurseurs de l'écosocialisme que sont Marx, Engels, Walter Benjamin et André Gorz, analyse les actions exemplaires des États-Unis et en Amérique latine (ce qui démontre au passage que l'écologie n'est pas « un "luxe" pour pays développés »), avant de terminer par un manifeste, un programme d'urgence, et un plan de conduite individuelle. En quelque 200 pages, Löwy livre un manifeste complet pour penser et agir, se convaincre et persuader... d'agir en écosocialiste.

Fabienne Dolet

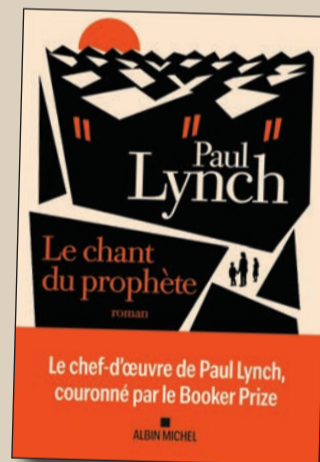
## ROMAN **Le Chant du prophète, de Paul Lynch**

Éditions Albin Michel, 2025, 304 pages, 22,90 euros.

L'Irlande est peut-être aujourd'hui le pays occidental le moins susceptible de voir l'extrême droite arriver au pouvoir (pour le moment). Cela n'empêche pas Paul Lynch d'explorer cette possibilité du fascisme dans ce roman fort, lauréat du Booker Prize 2023.

### État d'urgence

C'est un soir humide, comme un autre, à Dublin. Deux hommes frappent à la porte d'Eilish Stack, employée dans une compagnie pharmaceutique. Ce sont des membres d'une nouvelle police secrète, le GNSB, mise en place par le Parti de l'Alliance nationale après son accession au pouvoir. Ils souhaitent s'entretenir avec son mari, enseignant et syndicaliste, qui prépare une journée de grève. Ce dernier se rend au commissariat plus tard, et disparaît sans laisser de traces.



enfants dont le plus jeune est encore un bébé... Et au fur et à mesure, l'oppression s'installe.

### Le fascisme, subi à hauteur de femme

La force de ce roman est de nous faire vivre ce point de bascule vers le fascisme à la hauteur de cette femme. Sans être un roman à thèse, il fait vivre et ressentir ce que la dictature fait aux corps et aux esprits, comment il les plie, comment il les sidère et les paralyse. *Le Chant du prophète* est un roman tout en perceptions et sensations, et c'est aussi ce qui en fait sa force. À l'heure où Trump retourne à la Maison Blanche, où l'extrême droite va gouverner l'Autriche et s'apprête à faire une percée fracassante en Allemagne, à l'heure où tout est fait pour dédramatiser le RN et lui offrir le pouvoir, ce roman est essentiel.

Sally Brina

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com  
01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### LES NÔTRES **Françoise Dubu**

Les camarades des comités de Rennes et du pays malouin du NPA-l'Anticapitaliste ont appris avec tristesse le décès de Françoise Dubu.

Jeune institutrice et engagée dans le mouvement laïque et sportif, Françoise avait milité avec la cellule LCR de Fougères de la fin des années 1970 jusqu'en 1986. S'étant rapprochée de la LCR à la faveur de la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot,

elle était candidate sur la liste « Tous Ensemble à Gauche » lors de la législative de 2002. Militante de la section de Fougères de la LCR puis du comité NPA de la même ville, elle a porté et défendu nos idées pendant une décennie : tête de liste LCR-LO lors des régionales Bretagne 2004 ;



tête de liste Ile-et-Vilaine pour la liste NPA-PG-Décroissants aux régionales 2010 ; candidate

LCR dans la circonscription de Fougères aux législatives de 2007 puis de 2012 pour le NPA, sans parler des cantonales de 2005 et 2011.

Militante syndicale à la FSU, Françoise était membre de la tendance École émancipée. Comme militante de l'école publique, elle s'impliqua également à la FCPE et dans le Réseau d'éducation sans frontières. Nous apportons notre soutien et notre solidarité à la famille de Françoise en saluant sa mémoire, ses engagements et ce parcours militant remarquable. **Ses camarades**

# POLLUTION « L'environnement de l'usine a été copieusement arrosé de poussières d'amiante, y compris deux écoles maternelle et primaire »

**Entretien.** **Alain Bobbio**, président de l'Association de défense des victimes de l'amiante en Seine-Saint-Denis (Addeva 93), revient sur la décision de justice qui vient de mettre fin à des décennies d'un conflit autour de l'amiante entre la commune d'Aulnay-sous-Bois et une entreprise privée.

**Dans un arrêt du 27 novembre 2024, la Cour d'appel de Paris a condamné le Comptoir des minéraux et matières premières (CMMP) à verser plus de 13 millions d'euros à la commune d'Aulnay-sous-Bois et à indemniser trois associations. Quels étaient les enjeux ?**

L'usine a broyé de l'amiante, par centaines de tonnes pendant plusieurs décennies, en plein cœur d'une zone pavillonnaire. Non seulement de l'amiante, mais aussi du zircon radioactif et divers autres minéraux. L'environnement de l'usine a été copieusement arrosé de poussières d'amiante, y compris deux écoles (maternelle et primaire) qui étaient quasiment mitoyennes de l'usine. Un véritable scandale sanitaire : les victimes malades et mortes se comptent par centaines. Quand l'exploitant — qui avait des appuis parce qu'il travaillait pour l'armée — a fermé boutique en 1991, le cadre légal réglementaire lui faisait obligation de rendre le site remis en état avec la dépollution à sa charge. Il ne l'a pas fait, et c'est la ville d'Aulnay-sous-Bois, après de nombreuses péripéties, qui a assuré le coût du désamiantage et de la déconstruction après déménagement des élèves... Coût particulièrement élevé puisque la ville a versé près de 17 millions d'euros.

**C'est la ville d'Aulnay-sous-Bois qui a assuré le coût du désamiantage et de la déconstruction après déménagement des élèves...**

La dépollution d'un tel site en milieu urbain près des écoles est une opération à haut risque pour les travailleurEs et les riverainEs. L'exploitant avait présenté un mode opératoire complètement irresponsable : après un simple « dépolluage » (un petit coup d'aspirateur), on aurait démolé les bâtiments « à la bonne franquette », avec les méthodes classiques des chantiers de démolition, telles que la pelleteuse ou le boulet. Les écolierEs pouvaient, selon lui, continuer à fréquenter les écoles voisines pendant la durée des travaux.

Un front uni de quatre associations défenseuses des victimes et de l'environnement (Collectif des riverains et victimes du CMMP, Ban Asbestos France, Aulnay Environnement et Addeva 93) a défendu un mode opératoire alternatif : le désamiantage et la déconstruction sous confinement extérieur global étanche à l'air et à l'eau après déménagement des écolierEs. Ce mode opératoire, plus sûr mais beaucoup plus coûteux, avait été d'abord écarté. Finalement, quand la mairie a « changé de couleur », elle a racheté le terrain et accepté que la déconstruction et le désa-

**L'arrêt rendu en novembre 2024 par la Cour d'appel de Paris est exemplaire**

miantage soit opérés « sous bulle » après déménagement de plusieurs centaines d'écolierEs dans des locaux provisoires. La sécurité du chantier fut exemplaire mais son coût nettement plus élevé. Le CMMP négocia avec la mairie un accord plafonnant sa participation financière à 480 000 euros, une somme dérisoire au regard des frais réels assumés par la commune. On était dans une situation complètement immorale. Les victimes d'Aulnay avaient la « double peine » : en tant que malades et en tant que contribuables... Un contentieux s'engagea entre l'ancien exploitant et la ville pour savoir qui devait payer quoi. Les associations se portèrent partie civile. Un premier jugement rendu en 2015 a reconnu la responsabilité du CMMP et l'intérêt des associations à agir en justice, mais il a laissé l'essentiel du coût des travaux et du transfert des écolierEs à la charge de la commune. Il a aussi condamné l'entreprise à verser un euro symbolique aux associations. D'où l'importance de l'arrêt exemplaire rendu en novembre 2024 par la Cour d'appel de Paris qui rétablit le principe pollueur/payeur en condamnant l'entreprise à verser plus de 13 millions d'euros à la commune d'Aulnay-sous-Bois et 10 000 euros à chaque association pour son préjudice moral.

**Tu fais référence au principe pollueur-payeur. Cette décision de justice a-t-elle des précédents sur l'amiante ?**

Ce n'est pas la première condamnation d'un ancien exploitant, mais c'est sans doute la première qui impose le versement d'une somme aussi importante.

**Quel a été le rôle des associations ?**

Elles ont d'abord été des lanceuses d'alerte. Quand elles ont vu des panneaux publicitaires annonçant la construction d'immeubles pour des appartements de standing sur le site industriel qui n'avait pas été dépollué, elles ont réagi publiquement. Le projet a été bloqué.

Elles ont aussi bloqué un mode opératoire de dépollution-démolition qui risquait de faire de nouvelles victimes évitables parmi les travailleurEs et les riverainEs. Elles ont en même temps soutenu et accompagné dans leurs démarches les victimes et les familles endeuillées. Les associations ont pris leurs responsabilités. Le préfet aurait pu mieux prendre les siennes.

**Comment le préfet aurait-il pu faire mieux ?**

Il a mis publiquement la société CMMP en demeure de dépolluer,

mais si les choses ne se faisaient pas ou se faisaient mal, la loi lui donnait le pouvoir, en tant que préfet, de prendre lui-même la direction des travaux et de présenter ensuite la facture au CMMP. Cette possibilité légale avait été évoquée par les associations. Le préfet n'a pas utilisé tous les moyens qu'il avait à sa disposition.

**Le CMMP contestait la légitimité de la présence des associations dans cette procédure judiciaire opposant l'ancien exploitant et la ville...**

Oui, mais les juges ne l'ont pas suivi. En première instance et en appel, ils ont considéré que l'action en justice des associations était recevable. En première instance, le tribunal leur avait accordé un euro symbolique. La Cour d'appel de Paris a accordé 10 000 euros à chacune des associations et rappelle que la jurisprudence considère que la faute d'une entreprise qui bafoue la réglementation suffit à constituer la recevabilité de l'action d'une association en réparation de son préjudice moral. L'arrêt va même plus loin, puisqu'il rend hommage à l'action citoyenne des associations, dont l'intervention a permis de ne pas se limiter à un débat économique et d'ouvrir la discussion sur des aspects fondamentaux tels que la sécurité et la santé publique. La Cour a donné un coup de chapeau à leur travail.

**A-t-on idée de l'ampleur de la contamination ?**

Le nombre de malades et de morts atteindra sans doute plusieurs centaines, voire davantage.

**Il faut voir l'ampleur des dégâts humains et environnementaux qu'aura causés cette catastrophe sanitaire**

L'amiante est un polluant à effet différé. Le temps de latence entre l'exposition et la survenue d'une maladie peut atteindre 30, 40 voire 50 ans. L'usine a fermé depuis longtemps. Le site a été dépollué. Mais plusieurs décennies vont encore s'écouler pendant lesquelles on va encore compter des malades et des morts.

Il faut voir l'ampleur des dégâts humains et environnementaux qu'aura causés cette catastrophe sanitaire. Toutes ces vies brisées au nom du profit ! Je pense aux ouvrierEs du CMMP à qui l'employeur distribuait du lait comme « contrepoison ». Je pense à ces familles entières décimées par ces fibres mortelles : le père travaillait dans l'usine, la mère lavait les bleus poussiéreux qu'il ramenait à la maison... Je pense à Pierre Léonard, contaminé sur les bancs de l'école et rattrapé par un cancer mortel à 49 ans. Toutes ces jeunes vies vulnérables victimes d'une contamination environnementale. C'est une véritable abomination.

Rappelons que l'ARS avait accepté, sur proposition des associations, une démarche inédite en France : l'envoi de plusieurs milliers de lettres aux anciens élèves des écoles proches du CMMP pour leur proposer un suivi médical par scanner. L'ARS a malheureusement interrompu cette initiative, mais la démarche est suffisamment inhabituelle pour nous aider à prendre la mesure de cette catastrophe sanitaire.

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

## L'image de la semaine



## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)  
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°162 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)